



De plus en plus les voix se lèvent pour que les enquêtes soient rapidement ouvertes suite à l'expédition jugée punitive de l'armée camerounaise face aux manifestants « anglophones » le 01 octobre dernier.

Après l'ONU par la voix de son secrétaire général, l'organisation internationale de la francophonie (OIF), ou encore Amnesty internationale qui s'étaient tous insurgés contre les violences observées au cours des manifestations, cette fois c'est la fédération internationale de la ligue des droits de l'Homme (FIDH) qui se montre elle aussi très préoccupée par la situation. L'ONG est montée au créneau pour condamner les arrestations, les détentions et les traitements inhumains dont les manifestants « anglophones » ont fait l'objet.

« Il est inacceptable que des manifestations pacifiques soient dispersées par des balles. La violente répression en cours ne règlera pas les questions posées par les mouvements de contestation de la minorité anglophone. Elle risque au contraire d'exacerber les tensions, radicaliser les positions, et mener à une escalade de violence. Il est urgent que des enquêtes soient immédiatement

diligentes sur la répression sanglante des derniers jours et que les responsables soient traduits en justice ». déclare Paul Nsapu secrétaire général de la FIDH.

En marge de la proclamation symbolique de leur indépendance, les « Indépendantistes anglophones » avaient fait face à un dispositif de sécurité monstre déployé sur les artères des villes des régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Le bilan officiel avancé par les autorités camerounaise était alors de 10 morts.